

Le nationalisme algérien : origines et perspectives

Lahouari ADDI*

Je voudrais d'abord remercier les organisateurs de cet hommage à Mahfoud Kaddache pour m'y avoir associé pour parler du nationalisme algérien dont il est, avec Mohammed Harbi, le principal historien. M. Kaddache a une démarche rigoureuse où le fait historique s'explique par le fait historique, à la différence de M. Harbi qui relie le fait historique à la sociologie. Je dirais que l'un cherche à *expliquer* ce qui s'est passé tandis que l'autre cherche à *comprendre* ce qui s'est passé. Kaddache est durkheimien dans la méthode, et M. Harbi est wéberien dans l'approche. Loin de s'exclure, les deux démarches sont complémentaires et, personnellement, j'ai beaucoup appris en lisant l'un et l'autre des deux historiens qui m'inspirent dans mes travaux sur le nationalisme et le système politique algériens, depuis sa genèse jusqu'à la formation de l'Etat indépendant à travers ses particularités idéologiques et sa relation ambiguë à la modernité. C'est à cette réflexion que je voudrais consacrer ma communication en évoquant l'origine et les perspectives du nationalisme algérien, avec comme toile de fond la modernité politique. C'est là une perspective susceptible de nous aider à comprendre ce qui s'est passé dans l'Algérie postcoloniale.

Il est difficile d'accepter l'idée que le nationalisme est une idéologie récente apparue en Occident il y a peu près deux siècles, tant notre représentation du politique et notre expérience sont marquées par la catégorie de nation dont nous ne percevons pas clairement le caractère historique. C'est peut être vrai pour toutes les formes d'organisation sociale qui sont des constructions, mais cela est plus vrai encore pour les catégories politiques dans lesquelles nous avons été socialisés. Pour comprendre le caractère récent du nationalisme, il faut rappeler que l'Etat-nation est une forme politico-administrative centralisée qui ne reconnaît aucune puissance supérieure à elle à l'extérieur et qui exige une allégeance totale de ses membres à l'intérieur. Selon cette définition, ni l'Italie du Moyen Age - pour prendre un exemple européen - ni l'Algérie précoloniale n'étaient des Etats-nations pour la simple raison que les individus et les communautés villageoises et tribales vivaient dans une autonomie assez large par rapport au pouvoir central. Le nationalisme est une idéologie qui sous-tend un cadre de vie collectif - ou qui vise à le

* Professeur de sociologie, Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

bâtir – régi par une autorité centrale qui détient le double monopole de la violence et de l'éducation. Les expériences de construction nationale sont diverses : dans certains cas, une nation déjà virtuellement formée donne naissance au nationalisme ; dans d'autres, le nationalisme vise à construire la nation. L'idéologie nationale est nécessaire à la nation parce qu'elle prédispose les individus à revendiquer l'identité nationale et à obéir à un pouvoir central parlant au nom de la nation. Celle-ci est souvent vécue dans la ferveur et l'extase qui se projettent sur les symboles comme le drapeau et l'hymne national. La nation n'est pas un plébiscite de tous les jours, comme l'avait affirmé Ernest Renan qui avait oublié ce qui se passait dans les colonies. Elle est, au contraire, une adhésion pour toujours, transformée en acte libre et volontaire. L'expansion européenne, en suscitant des résistances 'nationales' chez les peuples dominés, a propagé le modèle de la nation devenue la forme universelle d'organisation politique.

La facilité avec laquelle le nationalisme s'est implanté partout s'explique par l'ethnocentrisme qui est la caractéristique des groupes humains. Le nationalisme est un ethnocentrisme doté de frontières géographiques protégées par un Etat qui exerce le contrôle sur les groupes sociaux vivant sur son territoire. Cela signifie la soumission des pouvoirs locaux et des solidarités lignagères infra-étatiques, dans un processus de domestication de toutes les formes d'autorité, obligeant celles-ci à prêter allégeance au pouvoir central sous peine d'être réduites à l'obéissance par la force. C'est cela la signification politique du nationalisme qui transforme les rapports d'autorité en imposant une hiérarchie soutenue par une bureaucratie légale-rationnelle. Mais toute cette machinerie suppose un principe de légitimité auquel croient les millions de personnes qui, volontairement, font allégeance à l'autorité centrale. Le processus de concentration du pouvoir au sommet nécessite une participation politique - fictive ou effective - au champ de l'Etat qui fonde la légitimité de l'autorité. La construction nationale en Europe s'est déroulée parallèlement à l'élargissement de la participation politique qui a conduit vers la citoyenneté et les droits civiques y afférant. Le nationalisme est apparu en Europe avec des révolutions qui ont élargi la participation au champ politique à travers des institutions qui garantissent l'exercice des droits civiques. Les Etats post-coloniaux qui ont arraché leurs indépendances sont aujourd'hui aux prises avec la construction d'institutions représentatives des populations. Le but formel de ce processus est la formation d'une autorité au service de la population, usant de catégories et de concepts provenant de la culture politique occidentale comme citoyenneté, souveraineté, peuple, droits

civiques, etc. Ce processus se déroule cependant de manière contradictoire et trouve des difficultés à se frayer un chemin en raison de la fossilisation des élites issues du mouvement national qui ont transmis le pouvoir à des fonctionnaires qui ont coupé l'Etat de la population.

Si je prends le cas de l'Algérie - qui est paradigmatique pour la science politique - il est aisé de noter que les aspirations à un Etat de droit ont été mises en échec par la structure même de l'idéologie politique qui refuse obstinément d'institutionnaliser les rapports d'autorité. Pourquoi voudrions-nous que l'armée, qui se pose comme source du pouvoir en raison de son lien avec l'ALN qui a représenté le peuple, donne son accord pour construire des institutions dans lesquelles un juge pourrait convoquer un dirigeant pour abus de biens sociaux alors que ce dirigeant s'identifie au peuple? Le juge est-il au-dessus du peuple? Certes, ce n'est pas le seul frein, et pour être complet, il faut aussi évoquer la sociologie des groupes sociaux et le poids de la culture politique, et de ce point de vue, les travaux de Mohammed Harbi sont indispensables.

Je vais développer cette thèse en référence à l'expérience de l'Algérie qui a connu, sous la colonisation, un nationalisme vigoureux, composé de trois tendances : les radicaux, les culturalistes et les réformistes. Les orientations de l'Etat postcolonial ont dépendu du rapport de force entre ces trois courants, qui ont évolué après l'indépendance. Les militaires défendent l'héritage des radicaux, une importante proportion de la population a été gagnée par les thèses des culturalistes grâce à l'école, tandis que les réformistes, devenus démocrates, recherchent désespérément, comme par le passé, une base populaire sans laquelle la démocratie est impensable.

Les trois tendances du nationalisme algérien

Dès 1830, année du débarquement des forces françaises, l'Algérie connut des soulèvements de tribus qui n'ont pas su cependant se coordonner pour opposer une résistance collective 'nationale'. Lorsque, en 1847, l'Oranie avait été militairement vaincue après 15 ans de résistance, la Kabylie s'était révoltée en 1852, relayée en 1864 par le sud oranais, suivie par la grande insurrection de 1871 qui a concerné tout le pays, à l'exception du nord-ouest. Mais en 1870, la société rurale algérienne était épuisée par 40 années de guerre et de spoliations des terres, sans compter les épidémies et les famines qui en découlaient. Les historiens rapportent que le dernier soulèvement tribal a eu lieu en 1916 dans les Aurès. Ce qui avait manqué aux insurgés du XIX^e siècle, à l'évidence, c'est la conscience nationale qui commencera à prendre forme au début du XX^e siècle parmi certaines couches urbaines lettrées qui,

grâce à la lecture des journaux, percevaient la domination coloniale dans son contexte historique et géopolitique. Ce n'est pas un hasard si, dès la fin des insurrections tribales, un nouveau discours politique 'indigène' est apparu publiquement dans les années 1920. La résistance était rurale et militaire au XIX^e siècle; elle sera désormais urbaine et politique au XX^e siècle, prenant la forme de trois courants qui ont en commun un discours articulé par les catégories de la culture politique française, certes reformulées pour alimenter l'imaginaire national autochtone. L'élaboration doctrinaire a eu lieu dans les années 1920 au cours desquelles se sont affirmés les trois grands courants du nationalisme algérien, les réformistes, les radicaux et les Oulémas.

Les réformistes

La première figure du réformisme a été l'Emir Khaled, petit-fils de l'Emir Abdelkader et ancien officier de l'armée française, qui s'était présenté aux élections locales à Alger en 1919. Porte-parole d'une assimilation progressive des 'indigènes' dans les institutions, il a joué la carte de la légalité qu'il a cherché à modifier dans le respect de la souveraineté française. Il demandait la fin des lois d'exception et l'égalité entre Français et Indigènes dans le cadre d'une Algérie française où les Musulmans seront citoyens à part entière dans le respect de leur religion. De telles revendications étaient insupportables pour les autorités coloniales qui ont accusé l'Emir Khaled d'être un agitateur islamiste (déjà !) et qui l'ont poussé à s'exiler en Turquie. Une partie de l'élite s'était reconnue dans son combat, relayé, par Benjelloul et Ferhat Abbas qui ont créé la Fédération des Elus Indigènes qui revendiquait aussi l'assimilation dans la nation française dans le respect du statut musulman. Elle réunit l'élite indigène composée de notables, d'élus, des quelques autochtones francophones, tous acquis aux valeurs politiques occidentales tout en étant attachés à leur pays et à l'égalité de ses habitants. Leur principale revendication était l'élection de députés musulmans à l'Assemblée nationale française pour leur permettre de s'adresser directement à l'opinion publique métropolitaine. Ils ont structuré leur programme sur l'idée que les Français d'Algérie trahissent les principes de la révolution de 1789 et empêchent l'application de la devise de la république (liberté, égalité, fraternité) en Algérie. Mais ils sont allés de déception en déception, car dans la métropole, ils n'étaient écoutés ni par les partis de gauche et encore moins par les partis de droite. Confrontés à l'indifférence de l'opinion publique française, ils se sont révélés impuissants face au refus obstiné des colons opposés à toute réforme, si petite soit-elle. Après la Seconde Guerre Mondiale, ils abandonneront la revendication de l'assimilation pour demander une

Indépendance dans le cadre d'un traité d'amitié avec la France. En 1944, Ferhat Abbas créera l'organisation Les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) qui s'adresse aux puissances occidentales, notamment aux Américains, pour appuyer le projet d'indépendance. Les événements du 8 Mai 1945, au cours desquels il y a eu des milliers de morts, affaibliront définitivement les réformistes. Les autorités politiques, tant à Paris qu'à Alger, ne les écoutent pas, ce qui les discrédite auprès de la masse des Algériens, désormais acquis aux thèses des radicaux qui prônent la violence révolutionnaire pour mettre fin au système colonial. Ils finiront par rejoindre en 1956 les radicaux qui avaient lancé l'insurrection armée deux années auparavant. Mais même s'ils n'ont pas un ancrage populaire, les réformistes ont eu un impact dans le langage politique ; ils propageront des notions essentielles comme souveraineté nationale, citoyenneté, droits civiques, liberté d'expression, etc.

Les radicaux

L'organisation des radicaux date des années 1920, créée à Paris, par des travailleurs émigrés qui mettent à profit les libertés publiques en France pour exprimer la revendication de l'indépendance avec une Assemblée nationale souveraine. La figure emblématique de ce mouvement est Messali Hadj qui avait bénéficié de l'appui du parti communiste français et du syndicat ouvrier acquis au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut remarquer que son parti ne pouvait être créé qu'en France car l'administration en Algérie l'aurait interdit et pourchassé. Les militants de l'ENA ont été socialisés dans le milieu ouvrier français de chez qui ils apprendront la critique marxiste du système colonial, retenant surtout la dénonciation de l'exploitation des peuples colonisés et du pillage de leurs richesses et le principe léniniste - et wilsonien - du droit des peuples des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les colons d'Algérie obtiendront la dissolution de l'ENA en 1933, accusée d'alimenter la haine contre la France et d'inciter les Indigènes à refuser la « protection de la France généreuse ». Les mots d'ordre politique de l'ENA ne seront pourtant connus en Algérie qu'après le projet Blum-Violette de 1936 qui prévoyait de donner la citoyenneté à 20 000 indigènes fidèles à la France. Les colons se sont violemment opposés à ce projet et l'ont fait échouer. Mais les radicaux aussi étaient contre le projet, à la différence des réformistes et des culturalistes. Messali Hadj rejetait le projet en criant dans les meetings : « Je ne veux pas être Français ; je veux rester Algérien dans une Algérie indépendante ». En s'établissant en Algérie, après avoir quitté la France, Messali Hadj et ses partisans feront de moins en moins référence aux catégories du discours marxiste pour évoquer de plus en plus la dimension arabo-musulmane de

l'Algérie. Néanmoins, l'idéologie politique du courant radical demeurera marquée par le rejet du capitalisme, accusé d'exploiter les peuples coloniaux, et par l'attachement à la société rurale traditionnelle idéalisée, supposée avoir gardé les valeurs originelles du passé précolonial. Les radicaux de l'ENA, devenue PPA en Algérie, vont élaborer une doctrine qui fera l'apologie du peuple tout en dénigrant les élites acquises aux idées assimilationnistes et réformistes. Ils attireront à eux les travailleurs émigrés, le sous-prolétariat urbain et rural et les paysans sans terre, couches sociales pauvres nées du système colonial et ayant gardé en mémoire les expropriations des terres agricoles au XIX^e siècle. Elles portent à l'endroit du système colonial une haine que la répression policière et les lois d'exception dissuadent d'exploser publiquement. L'ENA et les partis qui en sont issus - PPA, MTLD et FLN - puisent leur énergie dans ce potentiel de haine contre la France coloniale, donnant ainsi naissance à la figure mythique du peuple, gardien des valeurs ancestrales de la société. L'exaltation du peuple, considéré comme homogène, a été un élément constitutif du nationalisme algérien tel qu'il a été exprimé par le FLN. Ce populisme fera facilement jonction avec les culturalistes dont l'enseignement l'alimente idéologiquement avec les valeurs culturelles dont le peuple, précisément, serait le gardien.

Les culturalistes (les oulémas)

Le courant culturaliste est représenté par les ulémas, dont l'organisation, l'AUMA, a été créée en 1929 à Constantine. Dirigée par le Cheikh Abdelhamid Ben Badis, son objectif est la défense en priorité de la langue arabe et de l'islam. A. Ben Badis est un disciple de Mohamed Abdou qu'il admire pour sa lucidité et ses positions politiques originales. Pour M. Abdou, les sociétés musulmanes sont arriérées culturellement et socialement et doivent apprendre de l'Occident pour combler leur retard, même si, provisoirement, elles doivent s'accommoder de la domination coloniale. C'est pour cela que M. Abdou avait condamné le coup d'Etat en Egypte du colonel Orabi Pacha qui cherchait à se débarrasser de la tutelle des Anglais. Dans une lettre qu'il lui adressa, Abdou expliquait que l'indépendance de l'Egypte n'est pas une fin en soi. L'objectif est de rattraper le retard sur l'Occident.

Abdelhamid Ben Badis était influencé par cette position qui l'a conduit à revendiquer la citoyenneté française pour les Algériens afin de bénéficier des droits civiques qui leur permettront de s'épanouir dans leur culture arabo-islamique. Pour lui, l'égalité des Français et des Indigènes sera une occasion pour ces derniers d'apprendre l'arabe, de se réapproprier leur histoire, de pratiquer librement leur religion, tout en

progressant sur le plan social et culturel. A. Ben Badis définissait la nation sur des critères culturels, distinguant cependant la nationalité ethnique (*janssiya elqawmiya*) de la citoyenneté politique (*janssiya essiyassia*). La première est permanente tandis que la seconde est conjoncturelle. Ben Badis revendique la citoyenneté française (la nationalité politique) pour mieux préserver la nationalité ethnique définie sur le critère culturel. Sa position par rapport à l'indépendance est que celle-ci n'est pas la priorité, indiquant toutefois que l'Algérie sera tôt ou tard indépendante, donnant l'exemple du Canada et de l'Australie devenus indépendants de la Grande Bretagne. Sur le plan politique, les Ulémas n'approuvaient pas la stratégie des radicaux dont ils condamnaient la violence, mais sur le plan idéologique, ils étaient très proches. Ce sont les ulémas qui ont réécrit, sur un ton épique, l'histoire de l'Algérie, qui diffusaient les chants patriotiques et les slogans mobilisateurs dont le plus célèbre est « l'arabe est ma langue, l'islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie ». Ils donnaient aux jeunes la fierté d'être Algériens et musulmans. Les ulémas libéraient une dynamique de violence nationaliste qu'ils n'assumaient pas, et c'est ce qu'a fait remarquer Messali Hadj à Ben Badis en 1936.

A. Ben Badis est décédé en 1940 et ses disciples, notamment Cheikh Bachir El Ibrahimy, sont restés fidèles à sa ligne politique. Après 1945, ils ont multiplié leurs efforts pour ouvrir des écoles libres (*médersas*) pour enseigner en langue arabe l'histoire, la géographie, les mathématiques, la littérature... sur le modèle de l'école publique interdite à la majorité des enfants Algériens. En 1956, les ulémas ont rejoint le FLN qui avait lancé l'insurrection en 1954.

Les trois courants qui forment le nationalisme algérien se rapprochent et se divisent sur des critères idéologiques et politiques qu'il est utile de souligner pour saisir sa dynamique. Les radicaux et les ulémas partagent la même idéologie mais sont divisés politiquement. Les premiers militent pour l'indépendance, tandis que les seconds considèrent que ce mot d'ordre est prématuré. Pour Ben Badis, le plus important était d'arracher les droits civiques pour préserver la langue arabe et l'islam, fondements de la nation algérienne. Cette position est partagée par les réformistes représentés par Ferhat Abbas qui considère, jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, l'assimilation à la nation française comme la seule perspective historique. En observant de plus près les trois courants, il est facile de constater que les deux tendances opposées idéologiquement sont les radicaux et les réformistes.

Comme les ulémas, les réformistes ont hésité à rejoindre le FLN créé par leurs concurrents. En 1956, s'apercevant que l'insurrection était

irréversible, les militants de l'UDMA ont rejoint le FLN. Deux années plus tard, Ferhat Abbas a été désigné comme Président du GPRA pour signifier à la France que le FLN n'est pas un parti extrémiste et qu'il est prêt à négocier l'indépendance sur des conditions acceptables pour les uns et les autres. En 1962, le courant radical, représenté par l'Etat-Major de l'ALN a pris le pouvoir et a mis en pratique sa conception de l'Etat et de la politique. Il a formé un gouvernement composé d'oulémas idéologues, à qui ont été confiés les 'ministères idéologiques' (Education nationale et Justice) et les médias, et de technocrates en charge de ministères tels que l'économie, l'infrastructure, etc. L'Etat algérien, créé par l'armée, s'était donné comme objectif de réaliser le projet populiste du courant radical du nationalisme, synthèse d'une vision idéologique fournie par les oulémas et d'un volontarisme économique qui a nié la dimension politique de la société.

En 1963, le même Ferhat Abbas a été élu président de l'Assemblée nationale chargée de rédiger la constitution. Cependant, il a dû démissionner la même année, les valeurs politique auxquelles il était attaché - la liberté d'expression, la séparation des pouvoirs... - n'étant pas celles du régime naissant qui a choisi de se construire sur la base du charisme du leader soutenu par – ou issu de – l'armée. Protestant contre l'adoption du projet de la première constitution de l'Algérie indépendante dans une salle de cinéma, Ferhat Abbas écrit dans sa lettre de démission publiée par le journal *Le Peuple* du 15 août 1963 : « Faire approuver par des militants qui n'ont reçu aucun mandat de cet ordre un texte fondamental relevant des attributions essentielles des députés, c'est créer la confusion et violer la loi ». Avec le départ de Ferhat Abbas, le courant attaché à l'Etat de droit est expulsé du champ politique légal et l'Algérie perd une occasion historique de satisfaire les aspirations de la population à la modernité politique. Dominant l'armée, les radicaux ont développé un discours populiste qui affirme de manière péremptoire que le pouvoir appartient au peuple dont les intérêts politiques sont garantis par les militaires à qui le colonel Boumédiène répétait qu'ils étaient des militants en uniforme. En 1971, l'éditorialiste de la revue *El Djeich*, écrit que « l'ANP frappera les ennemis de la révolution agraire ». Mais l'armée n'exercera jamais directement le pouvoir pour la simple raison qu'elle est issue d'un courant idéologique (ENA, PPA, MTLD, FLN) anti-fasciste et anti-militariste. Elle coopte cependant des élites civiles chargées de réaliser le programme du mouvement national, faisant ainsi l'économie d'élections susceptibles de « diviser le peuple et de profiter à la bourgeoisie réactionnaire ».

Nationalisme et représentations culturelles

Le nationalisme algérien était composé de trois tendances politico-idéologiques lourdes, dont une avait un soutien populaire. Pourquoi les radicaux, malgré l'indigence de leur discours idéologique, se sont-ils imposés ? L'explication est à rechercher dans les représentations culturelles et la conception du politique de la majorité des Algériens. Née de la contestation de l'ordre colonial, l'élite nationaliste reflète à bien des égards les transformations culturelles de la société et les limites idéologiques du projet social dont elle est l'expression. Certes, cette élite est diverse, mais celle qui attire les plus grandes masses populaires sera celle qui forgera le langage populiste le plus adapté à l'utopie, celle qui fait croire que la proclamation de l'indépendance est suffisante pour que les richesses soient équitablement réparties. Sans l'enracinement de cette utopie dans les couches les plus larges de la population, le FLN n'aurait jamais pu mobiliser cette population dans le combat anticolonial. Pour comprendre cette situation, il faut procéder à l'analyse des représentations culturelles des groupes sociaux qui ont fourni au FLN sa popularité.

Le courant radical a gagné en popularité parce qu'il exprimait clairement l'aspiration profonde à l'indépendance de la majorité de la population. Mais au-delà de ce facteur politique, il est aussi l'expression idéologique de la situation historique et culturelle de l'Algérie rurale et urbaine. La colonisation, comme l'attestent les historiens, a eu pour effet d'enfermer la société dans ce que Pierre Bourdieu et Abdlemalek Sayad ont appelé le « traditionalisme de désespoir¹ ». Sur le plan économique, culturel et social, la masse des autochtones était dans l'impasse, sans aucune perspective d'avenir ni pour eux ni pour leurs enfants. Cette situation sociologique influera sur la construction idéologique du nationalisme sur la base des représentations culturelles et de vision du monde propres à une société luttant pour sa survie. C'est dans ces représentations qu'il faut chercher la force et les limites de ce nationalisme, produit d'une idéologie politique spontanée, le plus souvent implicite, nourri de la révolte contre l'injustice de l'ordre colonial. Pierre Bourdieu avait mené des enquêtes et des interviews à la fin des années 1950 (quelques années avant l'indépendance) auprès d'Algériens de conditions modestes (chômeurs, travailleurs saisonniers...) dans plusieurs centres urbains (Alger, Oran, Chlef...). Les personnes interviewées expriment leurs positions politiques en termes de bien et de mal, font parfois référence à la justice qu'ils souhaitent et à la

¹ Bourdieu, P. et Sayad, A., *Le déracinement*, Paris, Editions de Minuit, 1964.

domination qu'ils dénoncent ; ils s'en remettent souvent à Dieu qu'ils invoquent pour rétablir l'ordre juste. Dans tous les cas, ils font preuve d'un attachement fort à leur communauté et ils pensent qu'elle sera la meilleure de toutes une fois l'indépendance acquise. Ces interviews, rassemblés dans *Travail et Travailleurs en Algérie*, paru en 1963, expliquent pourquoi le FLN a gagné en popularité dans son combat contre la France coloniale. Il a été le véhicule de la révolte, mais aussi d'une culture caractérisée par deux éléments qui caractérisent cette idéologie politique spontanée : la psychologisation du politique et le populisme.

La psychologisation du politique

La psychologisation du politique - donner un visage humain à l'injustice et à la domination - explique les conflits par la mauvaise volonté de certains hommes et par l'absence de sens moral qui pousse à la méchanceté. Pour avoir spolié la terre des fellahs et mis en place un droit répressif (le code de l'indigénat) à l'encontre des autochtones, les Français d'Algérie étaient perçus comme des êtres égoïstes qui cherchent à faire du mal aux autochtones du fait même qu'ils ne partagent pas leur religion. C'est donc la lutte du Bien contre le Mal, et c'est ce qui donne au nationalisme l'énergie qui exalte les milliers de personnes prêtes à mourir pour la communauté. Le nationalisme est un ethnocentrisme qui considère le groupe et ses valeurs comme le plus proche de la Morale et de la Raison. Ceux qui s'opposent à ces valeurs sont considérés comme des êtres maléfiques. Dépouillé de son humanité, l'adversaire incarne le diable qui complot pour empêcher la communauté de vivre librement selon les règles de la justice. Les membres de la communauté ont la conviction d'être victimes d'un complot ourdi contre elles par des forces étrangères. « Cette misère, c'est voulu », déclare à Pierre Bourdieu l'un des enquêtés qui traduit un sentiment largement partagé, selon lequel des forces du mal complotent pour maintenir les Algériens dans la misère et les empêcher d'instruire leurs enfants, les détournant de leur religion pour les affaiblir et les soumettre. La violence s'explique par cette conscience de l'intention maléfique de vouloir faire du mal. Les luttes politiques menées au nom du bien et du mal sont les plus inhumaines : l'adversaire y perd le caractère d'être humain pour être perçu comme un esprit diabolique à détruire, à éradiquer.

Cette thèse du complot conforte la représentation selon laquelle les richesses sont abondantes en Algérie, accaparées par les Français, dont la méchanceté empêcherait une répartition équitable. Dieu aurait créé des ressources suffisantes pour tout le monde, ce qui expliquerait que la misère soit le résultat d'un plan diabolique des forces du mal. La thèse du

complot a survécu à l'indépendance et sert aujourd'hui à expliquer la crise que vit le pays depuis 1992. Dans les discussions familiales ou de café (ou sur les forums des sites internet), souvent quelqu'un clôt le débat par un « c'est voulu », emportant l'adhésion. Soit « c'est voulu par la France » qui se serait vengée en infiltrant le nouvel Etat de « traîtres » qui lui sont encore fidèles et qui veulent du mal à l'Algérie (le fameux hizb frança). Soit « c'est voulu par les dirigeants » parce que si le pays se développait, ils perdraient leurs privilèges. Soit « c'est voulu par les grandes puissances » qui craignent qu'une Algérie développée ne concurrence leurs produits en Afrique et ne menace leurs positions dans les instances internationales. Soit encore « c'est voulu par tous ceux qui craignent une renaissance de l'islam », etc. C'est le mécanisme du bouc émissaire qui fournit l'explication de l'échec du projet utopique de construire la société juste et fraternelle.

Le « désenchantement national » qui a suivi de quelques années l'indépendance n'a pas fait disparaître cette conception psychologisante du politique qui demeure encore efficace au regard de la nature des critiques portées à l'endroit des dirigeants. La corruption, bien réelle, est la première à être dénoncée, sans que sa pratique ne soit mise en relation avec l'absence d'autonomie de la justice et de la liberté de la presse. Elle est plutôt expliquée par la cupidité des dirigeants, leur faible conviction religieuse, leur indifférence vis-à-vis de la souffrance des pauvres gens ou encore par le « c'est voulu ». Si les conditions de vie difficiles sont dénoncées dans le même langage que celui utilisé jadis contre le colonisateur, c'est que la culture politique de la population n'a pas évolué. Après une cinquantaine d'années d'indépendance, la société algérienne n'a pas fondamentalement évolué sur le plan culturel. Les conditions culturelles qui produisent l'utopie millénariste sont encore là. Le langage politico-religieux qui dénonce la méchanceté du militaire et la corruption du fonctionnaire est l'expression d'un sentiment de trahison de la part de dirigeants « cupides et égoïstes ». Les référents culturels de la psychologisation du politique continuent encore de structurer les aspirations et la protestation.

Le populisme utopique

La psychologisation du politique est confortée par le populisme du FLN qui imprègne fortement le nationalisme. Le mouvement de libération nationale, dans sa lutte pour l'indépendance, a forgé l'image d'un peuple uni, non traversé par des intérêts divergents sur le plan idéologique ou social. Il convient de rappeler que le populisme est une idéologie qui flatte et mythifie le peuple, présenté comme un corps soudé

et non comme un ensemble d'individus susceptibles d'avoir des intérêts idéologiques ou matériels divergents. Le populisme du PPA-MTLD et du FLN est une idéologie spontanée émanant d'un imaginaire qui enchante le passé et idéalise les objectifs politiques en leur donnant une dimension utopique. Expression de cet imaginaire, le FLN n'était pas un parti politique au sens classique - et classiste - du terme. Avant d'être éclaboussé et discrédité par les pratiques du pouvoir qu'il couvrait, et dont ses responsables profitaient, il était un mouvement de masse dont l'ambition était de réunir tout le peuple autour de son programme hérité du mouvement national, contenu successivement dans le programme de Tripoli, la Charte d'Alger et la Charte nationale de 1976. Le programme du régime n'est pas autre chose que l'idéologie populiste qui, par le passé, a mobilisé le peuple dans la lutte anti-coloniale, et qui après l'Indépendance, a été récupérée et utilisée pour le maintien au pouvoir. Mais jusqu'à la fin des années soixante-dix, malgré une évolution déclinante, le régime avait une base sociale en raison du programme d'industrialisation qui promettait la modernisation de l'économie et de la société. Il s'est cependant discrédité dans la gestion de l'Etat et a perdu toute légitimité durant les années 1980. Le populisme qu'il a incarné dans le passé n'est pas pour autant mort ; il a été récupéré par le mouvement islamiste qui se pose comme l'héritier du nationalisme anti-colonial. Dès lors que l'utopie ne s'est pas réalisée ou ne s'est réalisée qu'à moitié avec l'indépendance, l'utopie ne meurt pas, elle émigre ailleurs, renaissant sous d'autres formes. De ce point de vue, la société algérienne n'a pas changé et, comme l'a dit l'historien Mohammed Harbi, le FLN est le père du FIS. Déjà en 1963, Pierre Bourdieu notait que « les contradictions que le système colonial avait laissées après lui (...) et qui, aux premiers jours de combat, étaient légitimement voilées, ne pourront être surmontées qu'à condition d'être affrontées en toute lucidité et combattues en pleine lumière² ». Cachées par le discours populiste, au lieu d'être affrontées et résolues, ces contradictions allaient éclater dans des formes violentes dans les années 1990. L'échec du régime, par rapport à son objectif proclamé - la modernisation de la société - réside essentiellement dans son incapacité à faire dépasser les conditions sociales et culturelles du populisme et de l'utopie millénariste, principal obstacle à la modernité politique. Tant que l'idéologie populiste demeure ancrée dans la culture politique et tant qu'elle suscite autour d'elle un courant majoritaire dans l'opinion, il sera difficile à la culture démocratique de Ferhat Abbas d'imprégner le paysage politique.

² Bourdieu, Pierre, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye, Mouton, 1963, p. 389.